

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 26/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVIE 2E OCCITANIE

19/21 avenue du Bois Vert
31120 Portet-Sur-Garonne

Références : 2026/114
Code AIOT : 0006808138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement ENVIE 2E OCCITANIE implanté 19/21 avenue du Bois Vert 31120 Portet-sur-Garonne. L'inspection a été annoncée le 18/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En date du 14 février 2026, l'inspection des installations classées a reçu un signalement de la gendarmerie.

Cette dernière a été saisie par l'entreprise SAMAT, voisine de l'entreprise ENVIE 2E, et effectuant une activité de transport de gaz et produits inflammables, car elle reçoit des projectiles (bouts de métaux chauds) issus du process d'ENVIE 2E. Ces projectiles ont provoqué des incidents sur le site de la SAMAT (camions et opérateurs touchés). De plus, un départ d'incendie a eu lieu en mars 2025 sur ce site.

Étant donné que l'entreprise SAMAT dispose de gaz inflammables, le risque d'accident est important.

Ces projections ont également causé un départ de feu au sein d'ENVIE 2E en décembre 2025. Cet incendie a été signalé à l'inspection et a été maîtrisé rapidement.

L'inspection du 24 février 2026 est effectuée en réaction à ce signalement de la gendarmerie et a pour but de contrôler l'origine de ces projectiles et les moyens mis en place afin de limiter le risque sur le site voisin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE 2E OCCITANIE
- 19/21 avenue du Bois Vert 31120 Portet-sur-Garonne
- Code AIOT : 0006808138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ENVIE 2E Occitanie (ex-ENVIE 2E MIDI PYRÉNÉES) exploite à Portet-sur-Garonne, au 19-21 avenue du Bois Vert, une installation de regroupement et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) soumise à autorisation environnementale. Cette installation a été initialement déclarée en 2009. Par la suite, deux modifications substantielles, correspondant à deux augmentations successives de la capacité d'entreposage et de traitement des DEEE, ont été autorisées par arrêtés préfectoraux (AP) des 13/05/2013, 22/05/2017 et 14/11/2022.

L'inspection du 24 février 2026 a porté sur l'installation de broyage de déchets d'où ont pu sortir des projections métalliques en dehors du site.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est rappelé à l'exploitant que lorsqu'un départ de feu ou un incident sur son site ou son voisinage a lieu, il doit en informer l'inspection des installations classées (téléphone, mail) dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2026, une télédéclaration doit être effectuée, au plus tôt, via le lien suivant : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>. En fonction de la gravité, un rapport d'accident pourra lui être demandé tel que prescrit au chapitre 1.5 de son arrêté préfectoral du 22 mai 2017.

Il est également demandé à l'exploitant de transmettre un historique des actions effectuées depuis mars 2025 pour remédier à cette problématique de projections (date des premiers départs de feu constatés au niveau de l'entreprise voisine).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagement et exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Envois de déchets	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.1.1 et 4.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de montrer que des actions sont en cours ou ont été mises en place afin de prévenir les projections (issues de la sortie du broyeur), par la mise en place d'une nouvelle

cage, l'installation d'un futur mur en lieu et place de la grille de clôture ainsi que l'installation de nouvelles caméras thermiques pour prévenir de l'apparition d'un point chaud en sortie de broyeur. **Étant donné que des actions ont été entreprises, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.**

Néanmoins, il est rappelé à l'exploitant qu'il doit veiller à ce que rien ne sorte de son site (y compris les envois dus au vent ou aux intempéries).

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs des actions effectuées et à venir, dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement et exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Objectifs généraux
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - (...) - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : Les projections sont issues de l'échauffement de pièces métalliques en sortie de broyeur (condensateurs et/ou piles). L'action de broyage crée une réaction exothermique pouvant les projeter hors des limites du site. La réaction est si forte que ces projections passent au dessus du grillage qui clôture le site. L'exploitant a mis en place une cage (composée de filets en matière souple) autour de la sortie du broyeur. Cependant, les métaux broyés accrochent les filets et les abîment (en effet, des trous ont été constatés). Cette cage est fermée manuellement par des opérateurs, au moyen de poulies. Le jour de la visite, l'inspection a constaté un espacement au niveau de la fermeture de la cage, des projections pourraient passer au travers même si cet espacement ne fait pas face à l'entreprise voisine. Cet espacement est expliqué par le fait que les poulies ne sont plus fonctionnelles. Le jour de la visite, l'exploitant avait reçu une nouvelle cage (commandée le 21 janvier 2026 ; le bon de commande signé a été transmis à l'inspection le 19 février 2026). Cette nouvelle cage (avec de nouvelles poulies) sera installée dans les jours suivants la visite d'inspection. Elle sera composée d'une bâche en plastique. Le matériau choisi fait suite à une analyse du bureau d'étude prestataire de l'entreprise. De plus, afin de prévenir des risques incendie et de projections, l'exploitant prévoit : <ul style="list-style-type: none">• l'installation de 2 nouvelles caméras thermiques au niveau de la sortie du broyeur et du stockage de déchets broyés (pour détecter un potentiel point chaud) ;• la mise en place d'un mur en lieu et place du grillage périphérique. Ce mur serait d'une hauteur entre 4 et 6 mètres, en fonction des résultats du bureau d'étude qui passera sur

<p>site le 26 février 2026. L'objectif du mur sera de prévenir les envols et les projectiles. Étant donné que des actions sont en cours ou ont été mises en place, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une preuve de l'installation de la nouvelle cage (photographie et/ou bon d'intervention) ; • l'étude effectuée par le bureau d'étude montrant que la nouvelle bâche est efficace contre les projections et ne présente pas de risque d'inflammabilité ; • le devis signé et/ou le bon de commande des nouvelles caméras thermiques ; • les caractéristiques et le calendrier de mise en place du mur de clôture.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Envols de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 4.1.1 et 4.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de déchets produits</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 4.1.1</u> (...) <p>II- Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs).</p> </p> <p><u>Article 4.1.3</u> Les déchets produits qui sont entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, le stock de déchets (broyage de ferrailles) en sortie du broyeur dépassait la hauteur de la cellule de stockage (4 mètres). Suite à la remarque de l'inspection, l'exploitant a fait venir un opérateur afin de tasser le tas et le descendre à moins de 4 mètres.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces déchets sont évacués tous les jours, ce qui limite leur envol.</p> <p>Au-dessus de la sortie du broyeur, un filet a été installé afin de limiter les envols de déchets légers (aluminium ou paillettes). Or, ce filet a une maille lâche et a laissé passer plusieurs déchets (ce qui a été vu le jour de l'inspection).</p> <p>L'exploitant prévoit de mettre en place d'un filet avec une maille plus fine afin de prévenir ces envols. En premier lieu, l'exploitant prévoit de poser un filet à maille fine déjà présent sur site, avant d'acheter un filet neuf.</p> <p>De plus, comme indiqué dans le constat précédent, un mur sera érigé en lieu et place du grillage de clôture. Il contribuera à éviter l'envol de déchets hors du site.</p>

Étant donné que des actions sont en cours ou ont été mises en place, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le devis et/ou le bon de commande du mur futur (ainsi que rapport du bureau d'étude, suite à son passage du 26 février 2026) avec le calendrier de construction associé ; • les 2 derniers BSD des déchets broyés (ceux évacués la veille de l'inspection et ceux qui sont évacués suite à l'inspection) ; • une photographie et/ou un rapport d'intervention pour la mise en place d'un filet avec maille plus fine dans l'attente du nouveau filet ; • le devis et/ou le bon de commande du nouveau filet avec une maille plus fine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois